

Je dois demander de ce que pensent les quelque 100 libéraux de ce côté-ci de la Chambre qui ne sont pas du cabinet. S'ils ne font pas partie du gouvernement, pourquoi les rappeler pour qu'ils votent sur des questions de confiance et autres questions semblables? Pourquoi les membres du gouvernement ne peuvent-ils régler ces choses eux-mêmes—eux qui semblent capables de tout faire. (Exclamations)

J'ai écrit une lettre au premier ministre le jeudi 22 février, et je l'ai portée moi-même à son bureau. Je pourrais peut-être la consigner au compte rendu:

Je soutiens, depuis quelques années déjà, que le Canada n'est pas gouverné par ses représentants, mais qu'il est la victime d'un gouvernement de cabinet. Voilà qui dénote, évidemment, la différence marquée entre les membres du cabinet et les hommes et les femmes élus à la Chambre par leurs électeurs, ceux-ci s'imaginant que ceux-là feraient partie du gouvernement canadien.

Lorsqu'on m'a demandé de me présenter comme libéral en 1962, on a réclamé mon aide pour renverser le gouvernement Diefenbaker. On ne m'a pas demandé mon aide pour renverser le cabinet Diefenbaker. Lorsque j'ai été de nouveau choisi candidat par le parti libéral en 1963, les libéraux d'York-Humber étaient fermement résolus à renverser le gouvernement Diefenbaker, pas le cabinet Diefenbaker. Je me suis présenté en 1962 et en 1963 comme libéral, sans que personne sache qui ferait partie du cabinet Pearson si les libéraux étaient portés au pouvoir. Je n'ai pas tardé à apprendre, après 1963, qu'un simple député libéral ne vaut pas grand-chose aux yeux d'un cabinet outrecoûdant et présomptueux.

(Applaudissements)

Je continue ma lettre:

Dans le *Globe and Mail* de ce matin, 22 février 1968, à la page 8, quatrième colonne, on mentionne votre commentaire sur la proposition de M. Stanfield selon laquelle le premier ministre pourrait confier le gouvernement à un autre libéral. Vous auriez dit que n'importe quel membre du gouvernement ferait un bon premier ministre. Je remarque la distinction entre ce que M. Stanfield aurait dit, il aurait employé le mot «libéral», et ce que vous auriez dit, c'est-à-dire que vous auriez employé le mot «gouvernement». Un reporter vous aurait alors demandé si même le député libéral, Ralph Cowan, ferait un bon premier ministre. Le *Globe and Mail* vous cite alors et vous fait dire: «Il n'est pas membre du gouvernement».

Au nom de ces cent quelques députés libéraux qui ne sont pas membres du cabinet, auriez-vous l'obligeance de nous faire savoir au juste quel est notre statut? Dans tout le Canada il se trouve des électeurs libéraux qui pensent que les députés libéraux sont membres du gouvernement libéral. Si je ne suis pas membre du gouvernement libéral actuel, qui ou que suis-je alors? Personnellement, je ne pourrais moins me soucier de ce que vous avez à dire de moi, mais j'aimerais pouvoir dire à cette centaine de députés libéraux qui ne font pas partie du cabinet ce qu'ils sont au juste à vos yeux.

[M. Cowan.]

J'ai en main un des avis hebdomadaires de convocation du caucus. Vous en appréciez sûrement le libellé: «Une réunion des partisans du gouvernement aura lieu, etc., etc.» Chaque fois que je reçois un de ces avis, je me demande ce que nous, simples députés libéraux, nous sommes, vu que, à la lecture de l'avis, il est évident qu'on ne nous considère pas comme des membres du gouvernement.

Maintenant que les Canadiens ont de vous l'assurance que je ne suis pas membre du gouvernement, vous n'avez pas idée comme je me sens libre à ce moment-ci.

(Exclamations)

J'ai alors dit au député de Lapointe (M. Grégoire) que j'appuierais sa motion. Il me l'avait demandé à une ou deux reprises. Je me sentais libre d'appuyer son amendement et je l'ai fait pour lui permettre de parler là-dessus.

A cet égard, j'aimerais citer quelques allusions et commentaires qu'on a faits au sujet des simples députés libéraux qui étaient absents. Je regrette que certains d'entre eux hésitent à prendre la parole; quant à moi, ce n'est pas mon point faible. J'ai ici un exemplaire de l'*Evening Telegram* de Toronto, d'hier soir, lundi 26 février. Voici ce qu'on y trouve en première page:

Le premier ministre, M. Pearson, a reconnu hier soir au réseau national de télévision que les libéraux ont commis une bétise lorsque la mesure fiscale a été rejetée lundi dernier. «Bien sûr, ils ont commis une bétise...»

On m'avait demandé de faire partie de l'équipe Pearson en 1962, 1963 et 1965. Belle équipe, lorsque le chef dit «ils ont commis une bétise». Où était le chef? A ce qu'il paraît, il n'avait même pas pairé.

«Bien sûr, ils ont commis une bétise; quand un gouvernement a 129 membres à la Chambre qui peuvent voter pour l'appuyer et ne peut réunir que 82 voix, il s'agit d'une bétise. Je n'essaie pas de l'excuser,» a-t-il dit. «Je savais que cela était possible. Je ne m'attendais pas à terminer mon mandat en paix.

«J'ai été très fâché...»

Ma deuxième fille a vécu en Jamaïque pendant deux ans après son mariage et je peux vous dire, monsieur l'Orateur, que c'est un endroit très agréable, même si l'on est fâché contre quelqu'un. Le meilleur, c'est que c'est si loin d'ici, qu'on se rend compte de sa colère seulement une fois qu'elle est tombée.

Voici un autre passage qui figure à la page 4 du même journal:

«J'étais furieux et scandalisé» a déclaré M. Pearson. Je tournais ma colère contre moi, à cause de mon absence, contre notre caucus... contre les députés absents.

Eh bien, j'étais absent et si quelqu'un a tourné contre moi sa colère, je n'en n'ai rien